

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 15. — 20 Décembre 1929.

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

ÉMULATION RÉVOLUTIONNAIRE ET BRIGADES DE CHOC

L'*Humanité* du 10 décembre nous apprenait que, pour sa prochaine campagne d'agitation et de recrutement, le Parti communiste devrait parler « sous une forme concrète et intelligible » en abandonnant son « jargon communiste international ». Malheureusement, cette belle résolution coïncide avec une nouvelle vague de jargon communiste international et notamment avec les « concours d'émulation » et les « brigades de choc ».

L'institution des « brigades de choc » en U.R.S.S. se produit en même temps que la réalisation du plan quinquennal. Ce sont des groupes d'ouvriers sélectionnés, qui, dans chaque usine sont chargés de relever le niveau de la production en obligeant tous les ouvriers à atteindre les standards qu'ils ont fixés. La *Correspondance Internationale* et l'*Humanité* ne cessent de vanter les mérites de ces « brigades de choc » et publient des chiffres impressionnants sur la réalisation du plan quinquennal.

Il est difficile de tirer quelque chose de sûr de toutes ces statistiques. Mais il apparaît clairement que si, sous la pression des « brigades de choc », la production et le rendement augmentent, par contre les salaires, eux, n'augmentent pas beaucoup.

L'*Humanité* nous l'apprend elle-même. D'après elle, l'augmentation de la production pour la première année du « plan », dans la grande industrie, est de 23,7 %. Par contre, l'augmentation des salaires, dans le même temps, est de « 7 à 15 % suivant les branches d'industrie ». On ne peut pas, du reste, faire fond sur ces statistiques au petit bonheur. Et si parfois le salaire augmente, la farine, le lait, la viande manquent.

Les salaires, cela vient en dernier lieu pour la bureaucratie stalinienne. Ce qu'il faut avant tout, c'est augmenter le rendement. Et, pour cela, on crée des « brigades de choc », on ploie la masse ouvrière sous la règle d'une poignée désignée qui oblige tous les travailleurs à s'aligner sur sa norme.

Réaliser le plan quinquennal en cinq ans ? Pensez-vous. « Réalisons le plan quinquennal en trois ans et demi ! » Voilà le mot d'ordre de la conférence des « brigades de choc » de « l'Electro-fabrique ». Mais tous les ouvriers se demandent comment on peut réaliser un plan prévu pour 5 ans en 3 ans et demi. Ils voient bien qu'on les oblige à travailler plus durement, qu'on oppose à la masse arriérée des élites de spécialistes mieux payés. Mais ils se demandent si un plan qui est étudié dans tous ses détails pour un développement en cinq ans, peut être réalisé en trois ans et demi, sans jeter par terre toutes les prévisions et désorganiser le marché intérieur ?

Les « brigades de choc » réalisent entre elles « l'émulation révolutionnaire ». Ainsi, nous apprend la *C. I.*, « la brigade de choc du camarade peintre Viktorov ne se contenta point d'augmenter son propre rendement du travail et celui de son groupe, il alla contrôler tous les ouvriers ainsi que les autres brigades de peintres. Cela provoqua le mé-

contentement de quelques ouvriers arriérés. Qu'a-t-il à venir mettre le nez dans nos affaires ? Mais la brigade de Viktorov mit à nu les menées de la brigade de Kolov... » Mais comment sont nommées ces brigades de choc ? Quel est le rôle du syndical, du conseil d'usine, des conférences de production, de la cellule communiste, dans leur travail ? On ne nous le dit pas !

Mais comment faire profiter l'Internationale communiste de celle découverte de « l'émulation révolutionnaire » ? Voilà ce que se sont demandé les bureaucrates. Ils ont vite trouvé. Ce n'est pas compliqué. Dans n'importe quel parti d'un pays capitaliste, une organisation déclare : « A telle date, j'aurai fait telle et telle chose. Quelle est l'organisation correspondante d'un autre parti qui fera mieux ? » Naturellement, il y a toujours quelqu'un pour relever le défi. Parfois, c'est une organisation centrale qui met en ligne les organisations qu'elle contrôle, sans leur demander leur avis, bien entendu. Ainsi, les militants de la région parisienne ont été éberlués, en lisant dans l'*Humanité* du 14 décembre, le défi ridicule que se sont lancés les régions parisienne et berlinoise des partis communistes.

Nous disons ridicule, parce que l'objectif de ce défi est ridicule, et ridiculement formulé. Il consiste à atteindre pour le 13 février 1930, un nombre remarquable de 10 objectifs, en vue de « réaliser pratiquement la conquête de la majorité de la classe ouvrière ». Pas moins ! On ne nous indique pas le pourcentage exact de cette majorité, mais c'est forcément plus de 50 %. C'est de l'austro-marxisme à rebours !

Les tâches proposées pour atteindre cet objectif, sont simplement le recrutement de lecteurs et d'abonnés pour la presse communiste officielle, le recrutement de membres au parti et aux syndicats, et les collectes d'argent. D'objectif politique, aucun.

Au fond, il s'agit de tâches générales et ordinaires, mais comme on ne peut plus les réaliser normalement, on mène un grand tapage et on fait croire aux ouvriers qu'ils font l'essentiel en s'abonnant à l'*Humanité* ou en versant à sa souscription.

Il faut signaler aussi que c'est le parti qui se propose de recruter des adhérents au syndical ! On se demande comment et par quel moyen. C'est là une confusion dangereuse. Quant au recrutement nécessaire de membres au parti, on peut craindre qu'il en soit comme pour la « promotion des dix mille », dont on attend toujours les résultats. Le parti ne parvient même pas à conserver ses membres. Le parti, c'est la qualité, non la quantité disent les dirigeants à chaque épuración. C'est aussi notre avis. Mais à condition que l'on s'occupe aussi de la qualité et de la quantité des fonctionnaires et dirigeants !

On procède à une « épuración », à une « revision » dans le parti, devant des petits tribunaux, et en même temps l'*Humanité* publie des bulletins d'adhésion ; s'inscrit qui veut, même des camarades qui ne donnent pas leur adresse, comme l'apprend l'*Humani-*

ité du 17. En somme, il s'agit de verser de l'eau dans une passoire.

L'« émulation révolutionnaire », c'est un nouveau billot de la direction, de quoi remplir les colonnes de l'*Humanité* pendant quelques jours. Après, on passera à d'autres exercices. Les ouvriers communistes doivent comprendre que ce ne sont pas ces comédies qui modifieront la situation. Il faut un changement complet de politique, l'appel à la base, de nouveaux cadres. Nous lutterons avec eux pour y aboutir.

Du bombardement d'Odessa aux sal-malecs en rade de Brest

Un de nos camarades qui participa aux manœuvres de la Mer Noire (sur le *Condor* en juin 1919) n'a pu lire sans colère le récit paru dans les journaux relatant l'arrivée à Brest de bâtiments de guerre soviétiques. Il nous écrivit aussitôt pour nous faire part de son indignation. Après lecture de la note de l'*Humanité* il nous adressa une seconde lettre :

Dimanche soir, après avoir mis ma lettre à la poste, j'ai pris l'*Humanité* et y ai lu le communiqué relatif à l'arrivée à Brest des bâtiments de guerre russes. C'est un monument d'hypocrisie et de mauvaise foi. Je serais fort surpris s'il était vrai que les bâtiments français ont rendu les honneurs aux russes en hissant le pavillon rouge orné du marteau et de la faucille. Si vous avez des camarades à Brest tâchez donc de savoir si les timonnières des bâtiments français ont le pavillon rouge avec le marteau et la faucille dans leur collection.

Cette petite histoire soulève tout un monde d'observations. A quoi servent ces promenades de bâtiments de guerre russes ? Quand j'avais le triste honneur d'être marin de guerre, je trouvais ces promenades symptomatiques et coûteuses pour la collectivité française. Cela vaut pour la collectivité russe. Marly dit très justement que les bâtiments de guerre modernes sont de véritables usines flottantes, sur ces usines il y a des ouvriers... Ceux-ci ne seraient-ils pas plus utiles à la révolution dans des usines travaillant à quelque chose d'utile à la collectivité russe ? Et surtout et avant tout, la Russie a-t-elle besoin d'une flotte militaire en Baltique ? En admettant que oui, des cuirassés de 23.000 tonnes comme la Commune de Paris sont-ils bien le type d'engin défensif utile à la défense des côtes russes ? Ne semble-t-il pas que quelques sous-marins et mouilleurs de mines suffiraient amplement et efficacement ? Plus particulièrement des mouilleurs de mines, ceux-ci pouvant être construits spécialement pour servir de brise-glace, puisque le mouillage des mines se fait par l'arrière et le brise-glace par l'avant.

Pour terminer, je joins à la présente une coupure de l'*Intransigeant* d'hier soir relatant que l'équipage de l'avion Paqs des Soviets a fait une visite au colonel Pall-Marquetti du 34e Rég. d'aviation... A justice titre, l'*Humanité* proteste contre les vains chauvins publicitaires des aviateurs français. Pourquoi ne pas signifier aux Russes qu'il n'est pas admissible qu'ils en fassent autant. Leurs ressources sont-elles trop grandes qu'ils puissent ainsi les gaspiller inutilement ?

LA SEMAINE

Le budget de la guerre.

L'impérialisme français vient d'imposer sur les épaules des travailleurs un budget de guerre de treize milliards. C'est-à-dire que, Dents déduites, la moitié des ressources de l'Etat bourgeois seront consommées à l'entretien de ses forces de destruction et d'oppression. Tel est le budget de police, de rapines et de conquêtes que s'assure l'appareil de production du capitalisme français. Tel est, dans la paix, le tribut permanent qu'il paie à la guerre. Tel est le prix de l'asservissement social qu'il fait payer à la société.

Ce budget accablant est pudiquement dispersé sous les diverses rubriques des départements ministériels. A la Guerre, on n'a porté que 6 milliards, 400 millions. Le reste est dissimulé dans les divers budgets de la Marine, de l'Air, des Finances, des Pensions, de l'Intérieur, des Colonies, de l'Education Physique, des Travaux Publics, de l'Agriculture et du Travail. Exemple du camouflage : on impute à l'Agriculture, les frais des chevaux et des mulets de l'armée. Ce budget truqué est destiné à abuser les impérialismes rivaux et à masquer le militarisme du budget au prolétariat. Cependant, on assure à l'impérialisme français la plus grande puissance militaire européenne avec 490.000 hommes sous les armes, encadrés par 29.000 officiers et flanqués d'une police militarisée et d'une bureaucratie militaire.

Les socialistes qui attendent des progrès de l'impérialisme, une harmonie pacifique des intérêts trouveront dans « le ciel éclatant de cette Europe » des motifs à se consoler de cette aggravation constante et ininterrompue des forces brutales de discipline sociale et de massacre international. La bourgeoisie française qui habite sous le poids de ses charges, et qui presse la concurrence acceptée de préférence ces charges qui lui sont chères. C'est sur les épaules du prolétariat qu'elles supporte et contre qui elles sont dirigées qu'elles pèsent. C'est de lui qu'il dépend que la course aux armements de la bourgeoisie soit sa course à l'abîme.

Les gauches et le budget de la guerre.

Les radicaux et les social-démocrates se sont opposés au budget de la guerre avec une vigueur toute parlementaire. Mais ce n'est pas contre l'aggravation des charges accablantes qu'il fait peser sur les travailleurs ni contre le renforcement forcé de l'impérialisme belliqueux qu'ils se sont élevés. Ces bénévoles conseillers de l'impérialisme ont critiqué le budget du point de vue de l'efficacité destructive de l'armée : moins de temps de caserne aux électeurs mais, plus de machines de mort entre les mains de la bourgeoisie. Daladier a réclamé le perfectionnement de l'outillage de l'aviation, de la chimie, de l'artillerie militaire. Paul Boncour a opiné pour le raccourcissement des périodes, après s'être rassuré sur l'innocuité de la réarme auprès « d'officiers tout courts ». Le socialiste Baron a réclamé une politique de la guerre chimique et de la production de la dynamite, du phosgène et de l'acide sulfurique. Critiques de techniciens, plus ou moins qualifiés, qui ne mettent pas en cause le renforcement de leur impérialisme. Ils ont parlé l'œil fixé sur la petite armée allemande dont la force concentrée sur le Rhin et sur l'armée italienne qui leur paraît menaçante. La bourgeoisie qui préfère s'en remettre à ses vieux cadres techniques et à ses représentants de première main a manqué dans la discussion, ces conseillers si pleins de bonne volonté. Le tout couronné par le chœur de droites et de gauches des sottises haineuses bien cotées contre l'armée rouge.

La France continuera donc à écraser le peuple syrien sous une armée de 18.000 hommes, destinés, haïnonnés au canon, « à conduire ce peuple à la liberté et à la souveraineté » (Maglioli) et à assurer ainsi cette conquête difficile, qui, aux dires de Marib, fut « sollicitée par la population syrienne toute entière ». Les professeurs de liberté sont choisis, par la bourgeoisie affairiste française dans la légion étrangère dont l'enseignement par la pendaison, la fusillade et la grenade à main recueille les suffrages des plus déshérités.

L'impérialisme et le jeu démocratique.

La bourgeoisie française a besoin d'imposer plus décidément sa volonté aux divers appareils d'exécution du régime, comme elle a

besoin de mater la résistance prolétarienne. Depuis la guerre, les tendances nationales et réactionnaires des politiciens de la bourgeoisie ont marqué leur façon de violenter et d'outrancer l'adhésion des partis démocrates de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière. Tandis qu'était l'espoir brillant de cette politique de réalisation. Il a prononcé au Sénat un grand discours qui définissait littéralement cette résultante nouvelle qui dépasse « l'état de crise électorale » permanente : c'est-à-dire, la discussion libérale des partis cartellistes. L'objet essentiel de son discours a été une conclusion très mussolinienne : la nécessité « du redressement de l'esprit public dont la base absolue doit être une foi aveugle dans les destinées de la Nation ».

Cependant, la façon irritée et nerveuse dont il a matraqué les parlementaires lui a aliéné quelques confiances, — tandis qu'elle fortifiait les espoirs des éléments les plus combattifs de la bourgeoisie. Son attitude, peu commandée par les circonstances, a fatigué inutilement et a rendu sa situation moins assurée. Les accusations de « sabotage du régime parlementaire » qu'il a lancées contre la pale opposition de la Chambre reprenaient le ton des affiches du bazar Kerillis. Son arrogance redonne un semblant d'activité à l'opposition dénuée, grouillante et stérile des parlementaires cartellistes.

Cà et là.

Les jeunes patriotes ont été briser la plaque de marbre posée en grande pompe à Champigny par les chefs socialistes et qui célébrait le rapprochement franco-allemand. Leur geste symbolique met le trait final à la cérémonie symbolique des pacifistes socialistes. Voici ce qu'il en est des plaques de marbre social-démocrates. La leçon n'a tiré que quelques larmes des yeux des rédacteurs du Populaire :

L'Amérique a remplacé Myron Herrick, l'homme qui était avec Poincaré dans les cimetières, et qui prononçait des discours antissoviétiques, par un nouveau préposé Walter Edge. L'homme qui fera les affaires de l'impérialisme américain est un homme rompu aux affaires, comme le nouveau personnel diplomatique du pays de l'impérialisme triomphant. La presse l'a accueilli avec la servilité dont elle ne se départit jamais en pareilles circonstances.

On jouait sur les boulevards un film allemand déjà mutilé par la censure. Ce film représentait le régime ignominieux des prisons. Le préfet Chiappe l'a fait interdire. Il faut que l'ordre règne : on ne peut toucher au régime, même par un film, d'ailleurs inoffensif. Chiappe a privé les prolétaires des films qui étaient les leurs : Le cuirassé Potemkine les Tisserands, la Fin de Saint-Petersbourg. Les municipaux en gants blancs veillent, dans les théâtres des boulevards, sur les coulisses des vauzeilles bien parisiennes.

A Tourcoing

La « victoire » des majoritaires

Les majoritaires chantent victoire dans le Nord. A Tourcoing, au cours d'une assemblée générale du syndicat textile (15 novembre), ils refusèrent de tenir compte des statuts, lesquels prévoyaient pour le renouvellement de la commission exécutive syndicale, le vote par bulletins secrets et par catégories. Les minoritaires avaient répondu en s'abstenant de voter. Finalement, les majoritaires mirent aux voix une liste, qui obtint, d'après eux, 300 voix sur 350 présents.

La situation était devenue très tendue. Les minoritaires dirigeants sortis du syndicat, avaient organisé, pour le 15 novembre, un referendum. Après l'avoir boycotté, quelques jours avant le scrutin les majoritaires changèrent brusquement de tactique et décidèrent d'y participer. Les résultats ont été les suivants : 268 voix pour les majoritaires, 151 pour les minoritaires.

Point n'est besoin de chicaner sur les moyens employés par les majoritaires, pour « triompher ». Il suffit même d'insister sur les campagnes d'une violence honteuse de l'Inimitié et de l'Enchaîné. Le fait est qu'obtenir 268 voix sur les 2.000 membres du syndicat textile, n'est pas un résultat très brillant.

Et la masse d'abstention est un symptôme inquiétant du trouble et du découragement des syndiqués.

Correspondance

La bourgeoisie, ses auxiliaires et la crise révolutionnaire

La situation des organisations révolutionnaires est déplorable à Saint-Ouen. A la dernière réunion du sous-rayon, les camarades délégués par les cellules qui n'ont pas fait disparaître la politique rétrograde du Centre ont protesté contre la politique insensée qui liquide le Parti. Nos camarades ont rendu la Vérité à Saint-Ouen. Notre journal, a recueilli la plus grande attention. Il a été très vivement commenté dans les usines dans les chantiers. Mais les patrons et leurs auxiliaires essaient de profiter de la politique d'apaisement de la direction pour influencer les ouvriers à la faveur de la crise. Un militant de Saint-Ouen nous écrit à ce sujet :

Depuis quelques années, le patronat essaie de voler les antagonismes de classes à l'abri d'une pseudo-philanthropie et d'une soi-disant politique sociale. Nous pouvons dire que dans une certaine mesure, il est arrivé à dupier une fraction importante du prolétariat.

Le 30 novembre, M. Cubain, industriel, rue du Plaisir, à Saint-Ouen, nous a fourni un exemple de cette hypocrisie politique humanitaire. Une heure avant la sortie du personnel, sept ouvriers étaient appelés au bureau où on leur annonça leur renvoi, au sous le prétexte d'une pénurie de travail. Vous savez bien qu'un patron, individuellement, ne peut être tenu pour responsable de l'absence de commandes, peut-être. Mais il pouvait avertir à l'avance les compagnons, afin de leur permettre de trouver du travail. Mais qu'importe à M. Cubain et à toute sa caste, que des ouvriers soient sur le pavé, pourvu que les bénéfices restent.

Ce même soir du 30 novembre, le Comité de lutte contre la Tuberculose donnait son bal annuel. Comme par hasard, son président se trouve être M. Brabant. A ses côtés, siègent des socialistes-communistes, dignes frères des S.F.E.O. qui apportent leur appui, leur collaboration au capitalisme au nom des travailleurs qu'ils adont, ainsi à dupier plus facilement. Ce sont ces socialistes-communistes qui voudraient bien profiter de la crise du P.C. pour redorer leur blason révolutionnaire. Le sœur Lébas, secrétaire dans d'immenses ateliers, s'efforce d'attirer les travailleurs communistes désorientés, vers le P.S.C. Nous nous permettons de mettre en garde tous nos camarades de l'opposition ou du Parti contre ces alliés de la bourgeoisie, contre ces traitres de la révolution prolétarienne. Encore une fois, à l'ajée de ce fait-divers de l'usine, nous voyons le patronat aidé des socialistes-communistes paraître s'intéresser au sort des salariés, tandis qu'à l'intérieur de ses ateliers, l'exploitation féroce s'abat impitoyablement sur ces derniers ; exploitation indispensable à la production des dividendes. — P. A.

Vers une deuxième U.S.C. ?

L'œuvre du 9 décembre annonçait en un bref compte rendu qu'une réunion avait été tenue la veille à la mairie de Clichy, sur convocation des six conseillers municipaux. Un de nos camarades nous écrit à ce sujet :

La réunion de Clichy se tint sous la présidence de Deveaux. Avec les six et de nombreux élus de Clichy, il y avait des militants de banlieue, Chassigne, le député Mourier qui représentait les Associations des socialistes communistes de Paris et de la banlieue et environ deux cents camarades de la minorité syndicale. On envisagea les bases du regroupement et la fondation d'un groupement pour lequel on escompte le concours de Villant-Couturier.

Les socialistes-communistes déclaraient très haut que les événements leur avaient donné raison, qu'ils avaient bien fait de repousser les thèses antimilitaristes que Moscou voulait leur imposer, etc. Deveaux dit que la minorité syndicale attendait qu'on lui montre le chemin. Des militants de Centre le Courant étaient présents. Ils demandèrent que, préalablement à toute action, l'engagement soit pris de ne pas constituer un nouveau parti, mais de demeurer une fraction oppositionnelle de l'Internationale. Seiller, avec colère, répondit qu'il n'était pas de sa dignité politique de souscrire à un tel engagement. La motion n'obtint qu'une vingtaine de voix.

En résumé, avec les éléments des municipalités de banlieue, on voit par la confusion de telles réunions, que c'est vers la constitution d'une deuxième U.S.C. qu'ils sont en marche. Tout cela pour préparer à la veille des élections, la tentée de leur chef chez les socialistes. Ils ont beau, quand on leur dit ça, se frapper sur la poitrine et déclarer : « Jamais ! »

Lettre d'Espagne

Les bureaucrates du parti mentent et dénoncent

Bilbao, 8 décembre 1929.

Nous nous trouvons en présence d'une attaque brutale de la part des acolytes de Staline en Espagne, contre les camarades de l'Opposition.

Pratiquement le Parti communiste d'Espagne n'existe que dans le cerveau de quelques fonctionnaires médiocres, ignorants, n'ayant pas la conscience claire de leur responsabilité. Organiquement, nous pouvons dire, sans crainte d'être démentis, que la P.C.E. ne compte comme effectifs que les membres du petit cercle de bureaucrates paresseux qui rôdent autour d'un salaire payé par Staline. Travillons au déplacement de ce petit cercle pour... la planée Mars, sans billet de retour.

Les masses ouvrières espagnoles n'ont aucun contact avec « l'élite de l'avant-garde du prolétariat espagnol », comme dirait Manouïlsky ; il y a un divorce absolu entre les bureaucrates et la classe ouvrière espagnole. Les comités régionaux ne fonctionnent et n'existent que sur le papier. Pourrait-on compter cent colissants dans le Parti d'Espagne ? Non ! Voici la vraie, la triste et chaotique réalité. La P.C.E. est un merlebot qui manque l'aide la plus indispensable. Les masses ignorent le parti parce que celui-ci ne se montre nulle part ; le parti ignore les masses ouvrières parce que les bureaucrates manquent du sens de l'orientation politique communiste. Le comité exécutif de l'Internationale communiste, conformément à sa politique destructive et livable, donne son appui à la direction qui, en Espagne, s'applique à détruire ce qui reste du squelette qu'est le parti communiste espagnol.

L'opposition communiste naissante a eu l'audace de dénoncer la situation actuelle aux masses, elle a lancé un appel aux ouvriers communistes (officiels ou exclus) pour la réorganisation du communisme en Espagne ; elle a examiné les causes du mal et a indiqué le remède : application des méthodes de lutte préconisées par l'opposition internationale, réorganisation du parti basée sur les principes de l'opposition léniniste comme unique garantie du développement du parti et sa consolidation ultérieure. C'est seulement ainsi que le parti arrivera à faire front à la situation politique exceptionnelle que traverse l'Espagne.

La bureaucratie stalinienne incapable de réagir contre la prostration du parti, impuissante devant la réalité historique a trouvé dans l'appel lancé par l'opposition léniniste un motif pour organiser une offensive de presse sur quatre colonnes contre nos camarades. Sans doute à défaut d'autre moyen plus approprié pour défendre et justifier leur salaire (Staline paie bien les ennemis du « trotskysme », ainsi que le savent très bien les dirigeants du P.C.E.), ils ont organisé la bataille contre les trotskystes contre-révolutionnaires, qui prétendent manœuvrer en Espagne (Horreur ! Misérables « trotskystes », tant de fois morts et autant de fois ressuscités !)

Ce fut une bataille organisée selon les règles. Les vieilles trotskystes connues au moment où j'écris ces lignes sont peu nombreuses mais certaines. Une des méthodes employées par les techniciens du stalinisme espagnol contre l'opposition est la délation. Les premières tentatives ont été faites dans l'organe central du parti, *La Bandera roja* (le *Drapeau rouge*), dans le numéro du mois de novembre. Un camarade a été dénoncé dans l'organe central du parti communiste par les dirigeants bureaucrates, abusant des circonstances, de la gravité même du cas et du fait que l'opposition espagnole ne possède pas encore de journal.

Nous n'insisterons pas sur ce cas — pour le moment ; c'est trop dangereux. Les camarades du parti communiste s'en sont rendu compte et quelques-uns demandent l'exclusion de l'Internationale communiste de l'auteur de l'article. Nous en prenons note simplement. Mais nous devons faire remarquer qu'une mesure d'exclusion contre l'auteur de l'article en question (il s'agit d'un article de la rédaction) ne changerait rien aux causes mêmes de tels actes. Ceux-ci ont leur racine dans la composition même du parti, dans sa fautive orientation politique. C'est un mal qui provient de la crise chronique de direction et d'orientation que traverse l'Internationale. Le renvoi d'un fonctionnaire pourri ne sauvera pas de la corruption l'organisme en décomposition qu'est la bureaucratie de l'Internationale communiste, de même que l'amputation d'un membre gangrené ne peut sauver de la mort un organisme cancéreux. Il s'agit de donner à l'I.C. une direction complète et une orientation politique juste sans lesquelles il n'y a pas de solution possible.

En Espagne le parti communiste est extrêmement faible, numériquement et politiquement. La base du parti a toujours manqué de la plus élémentaire formation politique. L'opposition léniniste est faible, aussi, par conséquence logique, mais c'est l'école marxiste du parti d'où naîtra, parce qu'il doit naître, un véritable parti communiste pour reconstituer sur des bases fermes l'organisation du prolétariat qu'une politique absurde et livable a conduit au démembrement et à la ruine.

L'opposition essaie de réorganiser le parti, de l'ensalmer en le poussant dans la ligne léniniste marxiste, de le fortifier, afin qu'il puisse réaliser la mission historique qui lui est assignée.

Les bureaucrates pourris peuvent colomnier, dénoncer (justifier et défendre enfin leur salaire). Nous ne nous écartons pas de la ligne juste sur laquelle nous nous sommes engagés ; nous lutterons sans trêve jusqu'à ce que nous ayons atteint notre objectif : faire renaitre le communisme en Espagne sur la base du marxisme révolutionnaire en démasquant la bureaucratie corrompue qui a désorganisé le parti communiste d'Espagne, éduquer les masses ouvrières révolutionnaires suivant les idées de Marx et de Lénine.

Fernando SALVATIERRA.

Le regroupement de la bourgeoisie allemande

Berlin, 8 décembre 1929

La presse social-démocrate se réjouit de la scission du parti nationaliste et y voit « le commencement de la fin ».

En réalité, il ne saurait être question d'une décomposition du groupe nationaliste. Il s'agit simplement d'un processus de regroupement à l'intérieur du système des partis bourgeois allemands. Le parti nationaliste tend de plus en plus vers le fascisme et a formé, sous la direction de Hugenberg, le bloc fasciste, avec les casques d'acier et la croix gammée, bloc qui prépare pour le référendum du 22 décembre une mobilisation générale de ses adhérents en faveur du fascisme. Les trusts allemands et leur bourgeoisie soutiennent en grande partie ce bloc fasciste (Hugenberg, Illner, Seidler).

Parallèlement à ce développement, les partis bourgeois évoluent vers la droite, et tendent vers un bloc conservateur sur la base la plus réactionnaire. Ce bloc remplacerait immédiatement la social-démocratie au gouvernement au moment où celle-ci aura suffisamment abusé les masses et les aura en partie jetés dans les bras du fascisme.

Les députés nationalistes rebelles ne veulent pas attendre la période du fascisme ouvertement reconnu ; ils préfèrent se rallier au bloc conservateur ; qu'ils aillent au parti du Centre catholique ou au Parti-popoliste, cela n'a aucune importance. Peut-être aussi formeront-ils avec les Jungdeutschen (Mahrson) un nouveau parti qui entrera dans le bloc conservateur. — R.L.

La constitution dictatoriale est acceptée en Autriche

Avec le concours des voix social-démocrates, le Parlement autrichien a accepté, le 7 décembre, la nouvelle constitution. Par là, le parti de plus à gauche de la II^e Internationale a consacré sa faillite, s'est détruit lui-même.

Toute tentative de la social-démocratie pour justifier sa lâche et honteuse capitulation par le fait que « pas tous » les désirs du fascisme n'ont été réalisés, échoue en présence de la déclaration gouvernementale disant que la nouvelle constitution « n'est que le premier pas ». La constitution dictatoriale aldera la bourgeoisie autrichienne à anéantir les fortes positions de la social-démocratie. Pour éviter la lutte, celle-ci s'est soumise ; cependant, elle n'échappera pas aux conséquences : la prochaine attaque brisera la position de la social-démocratie dans les usines.

Le parti communiste autrichien qui, pendant des semaines lança des proclamations délirantes au sujet de l'établissement immédiat de la dictature prolétarienne et organisait déjà des soviets, s'est complètement isolé des masses par cette politique. Personne n'a d'ailleurs répondu à son appel pour une grève de protestation le 7 décembre, et une manifestation dans les rues.

De nouvelles luttes sont inévitables. La crise générale s'accroît à vue d'œil. Les efforts de la bourgeoisie pour maintenir formellement la démocratie ; tout en l'employant d'un contenu fasciste et d'éviter ainsi de trop exalter les ouvriers, tout en s'abaissant les Heimbühren, sont finalement voués à l'échec. Les contradictions internes de la bourgeoisie

A Guise

Le lock-out du « Familistère »

Le « Familistère de Guise », appellation philanthropique de la maison Godin, qui exploite à Guise (Aisne), une usine d'appareils de chauffage, lock-outait, le 20 novembre dernier, ses 2.300 ouvriers qui réclamaient une augmentation de salaires de cinq francs par jour.

M. Collin, gérant du « Familistère » se contente de 300.000 francs annuellement ; mais il estime suffisants les misérables salaires payés aux ouvriers, 2 fr. 25 à 2 fr. 50 pour les hommes, 1 fr. 50 pour les femmes, tels sont les tarifs horaires des exploités du « Familistère » ; avec en sus 0 fr. 80, prime horaire de vie chère. Il est vrai, devait penser M. Collin que les lock-outés avaient le privilège de travailler dans l'entreprise capitaliste, à forme coopérative que le défunt M. Godin, disciple de Fourier, avait fondée. Mais les ouvriers du « Familistère » n'ont apprécié que médiocrement cette « satisfaction », et depuis un mois luttent pour la cent sous, satisfaction plus tangible. Leur volonté est d'autant plus remarquable que, quarante années durant, jamais Guise n'avait connu de conflits semblables. Ce qui gêne considérablement les lock-outés, c'est la défection des 400 ouvriers dits « associés », lesquels, du fait des intérêts dont ils disposent au « Familistère », touchent de 2 à 3.000 francs comme part de bénéfice chaque année et qui, de plus, sont logés dans les habitations de l'entreprise.

Dès le début, le mouvement fut marqué par de violents incidents. Vouant empêcher la rentrée à l'usine des « associés », les lock-outés furent aspergés d'eau projetée à l'aide de pompes à incendie manœuvrées par les gendarmes. Manifestations dans les rues, meetings se succédèrent. Gendarmes et gardes mobiles prirent possession de la ville. Arrestations d'ouvriers, du délégué régional des métaux, Meyer, condamné à huit jours de prison. La municipalité de Guise, communiste, prend fait et cause pour les lock-outés et vote un secours de 40.000 francs. Le maire est débarrassé de ses pouvoirs de police ; l'adjoint suspendu de ses fonctions pour un mois, ayant pris part à une manifestation.

Il est sûr que le mouvement de Guise revêt une importance certaine, du fait surtout qu'il intéresse une entreprise dont le camoufflage en coopérative n'a que trop longtemps endormi la conscience ouvrière ; il est vrai que la duperie de la participation des ouvriers aux bénéfices apparaît clairement comme un moyen excellent pour le patronat d'assurer sa domination par la division des ouvriers, il n'en est pas moins bénéficiaire d'en lter les déductions habituelles sur « l'essor révolutionnaire des masses », comme le fait l'Humanité et notamment le majoritaire Croizat dans la Vie Ouvrière :

La grève de Guise est, en effet, une démonstration nouvelle, une preuve de plus de cet essor révolutionnaire, si bien caractérisé par le 10^e D'émium et confirmé par notre dernier Congrès confédéral.

Guise reste, malgré tout, un centre industriel d'une importance infiniment moindre que, par exemple, la métallurgie parisienne ou les centres textiles et miniers du Nord, et dans ces régions, « l'essor révolutionnaire des masses », digne remplaçant de la « radicalisation », reste encore à démontrer.

Aussi faut-il remarquer, à Guise, la position qu'ont publiquement prise au cours du mouvement, les délégués du parti communiste. L'affirmation du rôle dirigeant du Parti est exprimée de telle façon que, finalement, on se demande à quel peuvent bien servir les syndicats. Soulignons qu'en même temps qu'on se livre à toutes sortes de déclarations sur le parti, sur les vertus de l'épuration, etc., on est obligé de chasser plusieurs membres du parti qui faisaient les jaunes.

Actuellement le mouvement de Guise est à la phase suivante ; le gérant du « Familistère » accepte de discuter les revendications des lock-outés, mais exige auparavant leur rentrée à l'usine ; les ouvriers, eux, n'acceptent de reprendre le travail qu'avec les cent sous. La lutte continue.

La situation en Autriche ne ferait pas à que s'exaspérer, elles exigent une déstabilisation : fascisme ou communisme. Le retour à un paisible développement démocratique est impossible.

Ainsi des tâches nouvelles et capitales se posent à l'opposition de gauche en Autriche. Elle seule représente, dans l'actuelle période de déclin du parti, l'élément sain et progressif offrant la possibilité d'une renaissance du parti communiste en Autriche. — K.

LA CRISE AUTRICHIENNE ET LE COMMUNISME ⁽¹⁾

L'Histoire s'est comme assignée la tâche spéciale de démentir de la façon la plus nette les pronostics et les directives de l'Internationale communiste depuis 1923. Il en fut ainsi de l'appréciation de la situation révolutionnaire de l'Allemagne en 1923; du rôle mondial de l'Amérique et de l'antagonisme anglo-américain; il en fut ainsi de l'orientation sur un mouvement d'essor révolutionnaire en 1924-1925; de l'appréciation des forces motrices et des perspectives de la révolution chinoise (1925-1927); du trade-unionisme anglais (1925-1927); de l'industrialisation et du koulak en U.R.S.S. et ainsi de suite. Il en est de même aujourd'hui de l'appréciation de la « troisième période » et du social-fascisme. Molotov a découvert que « la France se situe au premier rang du mouvement d'essor révolutionnaire », cependant qu'en réalité, de tous les pays d'Europe, l'Autriche est celui où actuellement la situation est la plus révolutionnaire; à ce sujet — et c'est le plus caractéristique — la position de départ d'un développement révolutionnaire éventuel est formée non par la lutte du communisme contre le « social-fascisme », mais par le conflit entre la social-démocratie et le fascisme. En présence de ce fait, l'infortuné parti communiste autrichien est complètement refoulé dans une impasse.

Où le conflit entre la social-démocratie et le fascisme est en ce moment le fait essentiel de la politique autrichienne. La social-démocratie cède et recule, rampe à plat ventre, supplie et abandonne ses positions les unes après les autres. Mais le conflit a néanmoins un caractère très réel, il y va de la tête de la social-démocratie. L'offensive ultérieure des fascistes peut — doit — pousser les ouvriers social-démocrates, voire une partie de l'appareil social-démocrate beaucoup plus loin que le trait qu'ont tracé pour eux Seitz, Otto Bauer et consorts. De même qu'il est arrivé plus d'une fois que du conflit entre le libéralisme et la monarchie s'est développée une situation révolutionnaire qui devait par la suite dépasser les deux adversaires, de même du conflit entre la social-démocratie et le fascisme — deux fondés de pouvoir antagonistes de la bourgeoisie — peut se développer une situation révolutionnaire qui dans la suite les dépassera tous les deux.

Que vaudrait le révolutionnaire prolétariat qui dans une époque de révolution bourgeoise ne saurait apprécier et comprendre le conflit entre les libéraux et la monarchie et qui, au lieu d'exploiter ce conflit dans un sens révolutionnaire, maltraitait les antagonistes dans un même sac? Que vaut le communiste qui, placé en face du conflit entre le fascisme et la social-démocratie, le recouvre tout bonnement de la simple formule: *social-fascisme*, vide de tout contenu?

Une position de ce genre — politique criarde et gauchisme stérile — barre l'avance au parti communiste le chemin qui mène aux ouvriers social-démocrates et donne un aliment tout préparé aux éléments de droite dans le camp communiste. Une des causes du renforcement et s'éléments de droite est que dans leur critique ils touchent les plaies évidentes et certaines du communisme officiel. Autant le parti est impuissant à se frayer un chemin vers les ouvriers social-démocrates, autant l'opposition de droite s'en fraye un vers l'appareil social-démocrate. Ignorance ou incompréhension de la nature des crises révolutionnaires, minimalisme politique, perspectives de sempiternelle préparation — tels sont les traits essentiels des éléments de droite. Ils doivent se sentir particulièrement solides lorsque la direction de l'Internationale communiste cherche à créer fictivement une situation révolutionnaire par la voie administrative. Dans ces occasions, les critiques de la droite acquièrent un semblant de raison persuasive. Elles n'ont cependant rien de commun avec la stratégie révolutionnaire. La droite a soutenu une politique opportuniste dans les moments les plus révolutionnaires (Allemagne, Chine, Angleterre). En critiquant l'es-

prit d'aventure bureaucratique ils se refont une réputation afin de pouvoir jouer de nouveau le rôle de frein à l'instinct dévorant.

La politique des centristes qui ont pris le mors aux dents non seulement alimente la droite, mais pousse l'eau au moulin de l'austro-marxisme. Rien dans la période prochaine ne peut sauver la social-démocratie autrichienne — rien, hormis la fausse politique du communisme officiel.

Que signifie au fond « social-fascisme »? Les « théoriciens » à la manège ont beau faire assaut de subtilités, ils ne peuvent rien dire d'autre là-dessus si ce n'est que la social-démocratie est prête à défendre contre les ouvriers les fondements du régime bourgeois au moyen de la force armée. Mais n'est-ce pas un trait commun à tous les partis « démocratiques » sans exception? Avons-nous quelquefois estimé ou pensé que la démocratie est un régime de paix sociale? Est-ce que Kerensky et Tseretelli n'ont pas massacré les paysans et les ouvriers dans les mois de lune de miel de la révolution démocratique? Est-ce que les radicaux français n'ont pas employé avant comme après la guerre la force armée contre les grévistes? Est-ce que l'histoire de la domination du parti républicain et du parti démocratique aux Etats-Unis n'est pas en même temps l'histoire des représailles sanglantes contre les grévistes? Si tout cela est du fascisme, dès lors l'histoire de la société divisée en classes est du fascisme; dès lors, il y a au monde autant de fascismes qu'il y a de partis bourgeois: libéral-fascistes, radical-fascistes, national-fascistes et ainsi de suite. Mais alors quel sens acquiert cette définition? Aucun. Elle est tout simplement le synonyme criard de violence de classe.

En août 1914 nous avons désigné la social-démocratie sous le nom de social-impérialisme. Par là, nous avons dit que la social-démocratie est une forme particulière de l'impérialisme adaptée à la classe ouvrière. L'impérialisme unit la social-démocratie à tous les autres partis bourgeois sans exception. Le « socialisme » l'oppose à ces partis. Social-impérialisme la définit tout entière.

Le fascisme, si l'on ne joue pas stupidement sur les mots, n'est nullement un trait commun à tous les partis bourgeois, mais constitue un parti bourgeois spécial, adapté à des conditions et à des tâches particulières, s'opposant aux autres partis bourgeois et de la façon la plus violente à la social-démocratie précisément.

On peut essayer d'obscure à cela que l'hostilité des partis bourgeois entre eux est très relative. Cela n'est pas seulement vrai, c'est l'abc de la vérité qui, cependant, ne nous fait pas avancer d'un pas. Le fait que tous les partis bourgeois, du fascisme à la social-démocratie, mettent la défense de la domination bourgeoise au-dessus de leurs différences de programme ne supprime pas, toutefois, ni la différence de ces partis, ni leur lutte entre eux, ni notre obligation de tirer profit de cette lutte.

La social-démocratie autrichienne, plus que tout autre parti de la II^e Internationale, coïncide avec la classe ouvrière. Ne serait-ce que pour cette raison, le développement de la crise révolutionnaire dans ce pays présuppose avant tout une série de crises intérieures profondes dans la social-démocratie. En Autriche, où la différenciation est en retard, la possibilité n'est pas exclue, en particulier, de la séparation du parti officiel d'un parti « indépendant » qui, comme ce fut le cas en Allemagne, pourrait donner tout de suite une base de masses au parti communiste. Cette voie n'est pas obligatoire, mais étant donné la situation, elle est très probable. La perspective d'une scission possible de la social-démocratie sous la pression immédiate de la crise révolutionnaire, ne peut en aucun cas, entraîner une modification des rapports du parti communiste

à l'égard des futurs indépendants ou des candidats à ce titre dans le sens de l'atténuation de la critique. La nécessité de démasquer impitoyablement des éléments de gauche dans le genre de Max Adler, ou d'un specimen plus récent n'a pas besoin d'être démontrée. Mais il serait funeste de ne pas prévoir l'inévitabilité,

au cours de la lutte contre le fascisme, d'un rapprochement entre le parti communiste et de grandes masses d'ouvriers social-démocrates qui, malgré cela, continueront à se sentir social-démocrates et à se considérer comme tels.

Critiquer devant eux le caractère bourgeois de la social-démocratie, leur démontrer que la politique de la social-démocratie est une politique de capitulation devant le fascisme, est le devoir certain du parti communiste. Plus la crise devendra aiguë, plus la critique communiste sera confirmée par l'expérience des masses. Mais identifier la social-démocratie et le fascisme au moment où les ouvriers social-démocrates ont une haine mortelle pour celui-ci et que les chefs en ont une crainte aussi mortelle, c'est aller à l'encontre des rapports politiques réels, c'est inculquer à ces masses la défiance à l'égard du communisme, c'est renforcer l'alliance de ces masses avec leurs chefs.

Il n'est pas difficile de prévoir que le fait de rejeter dans le même sac la social-démocratie et le fascisme engendrera le danger de voir idéaliser la social-démocratie de gauche quand celle-ci en arrivera à un conflit plus sérieux avec le fascisme. L'expérience historique l'a déjà démontré. Il faut rappeler que l'identification de la social-démocratie avec le fascisme a été proclamée pour la première fois par le néfaste V^e Congrès, qu'elle a trouvé son antithèse complémentaire dans la capitulation devant Purcell, Pilsudsky, Tchang-Kai-Chek, Raditch et Lajolette. Tout cela est très logique. Celui qui identifie l'extrême gauche de la société bourgeoise avec son extrême droite, c'est-à-dire l'austro-marxisme avec le fascisme, prépare fatalement la capitulation du parti communiste devant la social-démocratie de gauche au moment le plus critique (1).

Cette question est intimement liée aux mots d'ordre en perspective de la classe ouvrière autrichienne: *soviets et dictature du prolétariat*. D'une façon générale, ces deux mots d'ordre sont étroitement liés entre eux. L'apparition des soviets ne se conçoit que dans les conditions d'une situation révolutionnaire, d'un impétueux mouvement de masses, d'un rôle important et grandissant du parti communiste, c'est-à-dire dans les conditions précédant ou escortant la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Mais en Autriche plus que dans tout autre pays il reste possible que non seulement le mot d'ordre des soviets ne concordera pas avec le mot d'ordre de la dictature du prolétariat, mais qu'on y verra exactement le contraire, c'est-à-dire les soviets transformés en bastions contre la dictature du prolétariat. Il est d'autant plus nécessaire de le comprendre et de le prévoir d'avance que les épigones (Zinoviev, Staline et autres) ont fait du mot d'ordre des soviets un fétiche vulgaire en remplaçant le contenu social par la forme d'organisation.

Il n'est pas du tout exclu que sinon dans la présente, du moins dans l'étape suivante de la lutte, la social-démocratie autrichienne se verra obligée de prendre la tête de la grève générale (comme l'a fait le conseil général des trades-unions en 1926), et même de sanctionner la création de soviets pour en garder plus sûrement la direction. Il faudra tirer de la réserve Friedrich Adler et consorts, Max Adler ou quelque autre plus à « gauche » encore démontrera de nouveau que les soviets plus la démocratie créent un Etat combiné et épargnent la nécessité de s'emparer du pouvoir et de la dictature. Non seulement les ouvriers social-démocrates mais même les ouvriers communistes, qui sont accoutumés d'entendre de jour en jour que la social-démocratie et le fascisme ne font qu'un, seront pris à l'improviste par une étape de ce genre dans le développement de la lutte entre la social-démocratie et le fascisme. Cependant, l'apparition de cette étape signifierait simplement un système plus complexe, mieux

(1) Lire la première partie de cet article dans le précédent numéro.

(1) Je ne puis pas ici m'étendre là-dessus, d'autant plus que la question est examinée d'une façon suffisamment détaillée dans ma « Critique du programme de l'Internationale communiste ».

combiné de trahison des intérêts du prolétariat par la social-démocratie. Car sous la direction des austro-marxistes, les soviets devaient non pas des organes de lutte du prolétariat pour le pouvoir, mais un instrument destiné à empêcher le prolétariat de porter atteinte au pouvoir.

En Allemagne, cette expérience, du moins sur une large échelle, est maintenant impossible, car le parti communiste y constitue une force trop importante. Il en va tout autrement en Autriche. Dans le cas d'un rapide développement des événements, le point culminant de la crise peut être atteint bien avant que le parti communiste autrichien sorte de son isolement et de son impuissance. Les soviets peuvent se trouver dans les mains des austro-marxistes par un mécanisme qui leur permettra de voler une seconde fois au prolétariat une situation révolutionnaire et de sauver ainsi, une seconde fois, la société bourgeoise, avec dans ce cas l'inévitable avènement d'un fascisme déclaré. Inutile de dire qu'à ce moment, sous la botte de celui-ci, les côtes de la social-démocratie seront fortement éprouvées. La politique ignore la gratitude.

Les mots d'ordre des soviets et de la dictature du prolétariat ont actuellement en Autriche une simple portée de propagande. Non parce que l'Autriche est loin d'une situation révolutionnaire, mais parce que le régime bourgeois autrichien est muni, en l'espèce de la social-démocratie, d'un système encore puissant de clapets de sûreté. Quoi qu'en disent les bavards et les phraseurs, la tâche du parti communiste autrichien dans la période actuelle consiste non pas à « armer » — qui ? — les masses ? — lesquelles ? — et à les jeter dans la lutte finale », mais à leur « expliquer patiemment » (paroles de Lénine en 1917). Le succès de ce travail de propagande peut s'avérer d'autant plus rapide et puissant que le parti communiste comprendra mieux ce qui se passe sous ses yeux.

C'est pourquoi la première chose à faire est de jeter au panier l'identification stupide, inconsistante, téméraire de la social-démocratie avec le fascisme.

Il faut remémorer aux communistes autrichiens l'expérience de 1918-1919 et le rôle de la social-démocratie dans le système des soviets.

Au « désarmement intérieur » il faut opposer le mot d'ordre de l'armement des ouvriers. Ce mot d'ordre est en ce moment plus aigu et plus urgent que celui des soviets et de la dictature du prolétariat. Dire que Bauer est un fasciste, l'ouvrier ne le comprendra pas. Dire que Bauer veut désarmer définitivement l'ouvrier et le livrer ainsi sans défense aux fascistes — l'ouvrier le comprendra parfaitement parce que cela correspond à son expérience politique.

Il ne faut pas croire que l'on peut suppléer par des cris, des hurlements, des paroles d'allure radicale aux défauts de ses propres forces. Il faut cesser de fouler la marche réelle de l'évolution sous les schémas à bon marché de Staline et de Molotov. Il faut comprendre que tous les deux ne comprennent rien. Le premier pas à faire dans la voie du redressement, doit être de rappeler dans le parti l'opposition de gauche. Mais en Autriche, comme ailleurs, on a visiblement besoin de recevoir encore quelques leçons supplémentaires de l'histoire avant que le communisme ne retrouve la bonne route. La tâche de l'opposition est de préparer cette transition. Aussi faible que puisse être au point de vue numérique l'opposition de gauche en Autriche même en comparaison du parti communiste, sa fonction est exactement la même : propager, expliquer patiemment. Il ne reste qu'à souhaiter que l'opposition communiste autrichienne réussisse prochainement à créer un organe paraissant régulièrement et qui mènerait un travail de propagande en ne demeurant pas trop en arrière des événements.

La création d'un organe de ce genre exige une grande tension de forces. Mais c'est une tâche absolument urgente. C'est pourquoi on doit la résoudre.

L. Trotsky.

Constantinople, le 19 novembre 1920.

LA VERITE
paraît tous les vendredis

Le régime stalinien dans la jeunesse

La direction essaie de justifier sa désastreuse politique

Dimanche 8 décembre une nouvelle assemblée générale d'information eut lieu 48, rue Duhamel, en présence de cinquante camarades, y compris les leaders et fonctionnaires de l'organisation qui comprenaient bien une dizaine. On peut dire : état-major sans troupes !

Lelandais, au nom du Bureau de la fédération, amorce la discussion ; il constate la faiblesse numérique de l'assemblée et la nonchalance de l'ensemble de l'organisation de la région parisienne. Il veut essayer ensuite d'expliquer ce qu'est une assemblée d'information et il énonçait tout les moyens d'étouffement propres à la politique des staliniens : pas d'interventions, des questions écrites ou orales. Voilà l'information dans la jeunesse ! Puis il va charger le troisième rayon de tous les péchés d'Israël ; il excuse toute la politique de la fédération en se ruant sur le troisième rayon qui a le tort, pour les honzes, d'être homogène et conséquent.

Il est bon de noter que la résolution du troisième rayon ne fut distribuée aux militants que tout au début de la séance. C'est une digne méthode bureaucratique !

Avant que Luciani, du secrétariat d'entente, prenne la parole, le camarade Duriau, du troisième rayon, proteste contre l'étouffement de la discussion.

Luciani répétera dans son rapport ce qu'il a déjà dit à l'assemblée sur le travail économique ; il y ajoute cependant un point important : c'est qu'il prévoit les meetings locaux organisés après un travail à l'usine ! C'est un comble ; voilà la brouille qui se manifeste au sein de l'état-major. Lelandais préconise le travail local, Luciani mise sur l'agitacion à l'usine. Comprenez qui pourra.

Dans la soirée, Rossi fit une déclaration, un mea culpa, reconnaissant ses fautes, ses erreurs, etc... Toujours la même manière bureaucratique ; on reconnaît ses fautes quand on en a accumulé une bonne quantité et l'on tente d'expliquer ses erreurs dans une « auto-critique », qui n'est pas une critique, pour conserver sa part de fromage. Il faut que nos camarades sachent que l'on a caché à la jeunesse communiste pendant de longs mois les fautes de Rossi et autres Michaut, et que dans une assemblée d'information, on lit le tout par un mea culpa.

Il est tard et on donne enfin la parole à la base. Les camarades du troisième rayon ont la parole. C'est Taboul, membre du Comité d'Entente qui exprime la position des copains sur les meetings locaux et la solidarité des camarades sur le texte de la résolution en ce qui concerne le travail négatif de l'organisation. Zimmermann, du même rayon, développe leur position sur la question des meetings locaux. Il rappelle les derniers meetings ; celui organisé après le crime de Pola, contre le terreur fasciste en Italie, vingt auditeurs... Dernièrement, le meeting de la délégation retour de Russie : deux cents... Il fera ensuite une vigoureuse intervention sur le sabotage de la résolution du troisième rayon par la direction des Jeunesses. Il marque toute la duplicité du Bureau de la fédération, qui veut élargir la discussion politique aux masses, mais qui refuse de publier la résolution du troisième rayon dans l'Avant-garde.

Nous dirons à nos camarades du troisième rayon et en particulier à Taboul (qui, dans le passé, luita contre le régime stalinien autour des camarades oppositionnels du deuxième rayon), que leurs interventions ont souligné le malaise qui règne dans l'organisation et la rouge ; ils ont essayé de lutter contre la direction en détachant les méthodes de travail de la ligne politique suivie ; c'est une faute et Taboul comme les autres camarades comprendront qu'une critique, aussi vigoureuse soit-elle, quand elle est détachée de son contexte politique, est en partie affaiblie et ne peut en aucun cas contribuer à un redressement sérieux de la jeunesse. Que nos camarades du troisième rayon comprennent que c'est dans l'analyse politique qu'ils trouveront la confirmation de leur méthode de travail. La ligne bizarre de travail de la direction est conséquente de leur ligne politique ; c'est donc sur ce point que nos camarades auront à réfléchir. La crise advient déjà en 1925 ; elle sévit plus encore maintenant ; la bureaucratie se montre de plus en plus violente et nos camarades du troisième rayon en subissent les conséquences ; aussi, il ne doivent

pas atténuer leur critique, mais l'épauler par un apport politique qui ne peut être que la ligne révolutionnaire défendue par l'opposition de gauche et que Taboul connaît bien ; il se rappellera ce que nous disions il y a deux ans : « On nous chassera de l'organisation, mais la crise s'aggravera et les Jeunesses s'affaibliront, car en nous chassant, l'on chasse les défenseurs les plus sincères de la révolution. »

Des camarades de différents rayons intervinrent, apportant quelques critiques sur le travail pratique. Le Bureau de la fédération a essayé ensuite de répondre au troisième rayon ; mais il ne sut qu'égarer sur des points secondaires et ne put répondre sur le fond du problème. Il entérinera donc la résolution du troisième rayon en faisant le silence.

Cette assemblée démontre une fois de plus le degré de l'empoisonnement de la jeunesse par l'appareil et les méthodes bureaucratiques. Nous crions Alerte ! Que tous les jeunes communistes qui veulent combattre pour une saine discussion et opérer un redressement sérieux dans la jeunesse se groupent autour de la Vérité, qui montre clairement qu'elle ne s'isole pas de la base, mais, au contraire, bataille avec elle pour donner à l'organisation une vigoureuse impulsion révolutionnaire qui lui permettra de lutter contre le gouvernement pro-fasciste et les socialistes alliés de la bourgeoisie qui ont maltraqué nos jeunes camarades à Champigny.

Daniel LEVINE.

Assemblée plénière du comité exécutif de l'I.C.J.

La vie de l'I.C.J. est calquée, on ne peut plus mécaniquement sur les faits et gestes de l'I.C. Dans l'I.C., le X^e plenum supplanta le 6^e Congrès, et est maintenant le seul critérium admis. De même dans l'I.C.J., le 5^e Congrès n'est plus rien, le présent plenum inaugurant « le tournant » (bureaucratique) est tout.

Qu'est ce fameux plenum, sinon l'expression d'un cours à gauche bureaucratique, qui s'exprime par un langage de gauche, et par des actes de droite ? Car lorsque l'auto-critique empêche tout relèvement de la vie de l'I.C.J., celle-ci continue à aller à sa perte, malgré le verbalisme gauchiste : n'est-ce pas là, faire le jeu de la droite ?

L'examen des interventions au plenum, nous montre l'instabilité politique des dirigeants de l'I.C.J. Comme toujours, en pareil cas, on constata que rien ne va plus ; difficile eût été le contraire ! Khilarev faisant le triste bilan déclara que si les « fédérations continuent à travailler comme par le passé, elles ne pourraient en aucun cas éviter et surmonter les crises inévitables (comme rendu de la Comsomolskaïa Pravda). Quels furent les remèdes proposés ? La continuation de la ligne générale, c'est-à-dire poursuivre la lutte contre la gauche communiste, et la couvrir par une lutte bureaucratique contre la droite.

Il s'est tenu un plenum, où l'on constata que les J.C. n'ont pas de liaison avec les masses (Comsomolskaïa Pravda, du 22 novembre), et pour y remédier, on propose la continuation de la politique qui a conduit à cette impasse. N'est-ce pas démontrer, ce qu'est l'auto-critique ? L'étouffement bureaucratique des problèmes vils pour le parti et la classe ouvrière.

Où et quand fut discuté ce plenum ? Les bureaucratiques, qui prétendent parler au nom de la jeunesse communiste seraient en peine de le dire. L'opportunisme sévit, au plenum on ne parla (et combien timidement !) que de la situation des J.C. en Allemagne et Tchécoslovaquie, où les droites recueillent le fruit du beau travail accompli à leur profit par les centristes.

Il faut sauver pour le bien de la jeunesse ouvrière, son organisation la classe : cela ne se peut que par un large programme d'action, déduit de la situation présente, qui seul, permettra de sauver et de vivifier l'I.C.J., et sa section française, par l'apport de sang nouveau. Il faut plus que jamais établir les responsabilités de ceux qui, par leur politique, ou plus justement par leur manque d'orientation politique, ont mis en péril l'existence même de la Jeunesse Communiste.

Lire dans nos prochains numéros :

PROGRAMME D'ACTION
POUR LA JEUNESSE COMMUNISTE.

par la commission des Jeunes
de l'opposition communiste.

Dans l'opposition

TCHÉCOSLOVAQUIE

Ferdinand Jérabek, ouvrier métallurgiste à Prague, est membre du P.C. tchèque depuis sa fondation. Il fut toujours dans l'aile gauche du parti ; il était délégué au dernier congrès du P.C. tch. En tant que membre de la direction régionale de Prague, il désapprouva la politique suivie et fut donc automatiquement poussé hors du parti. Il rédigea alors une déclaration dont nous reproduisons ici les principaux passages.

J'ai été exclu du parti par la direction du ler rayon, au mépris des règles et statuts de l'organisation, sans que la cellule d'usine en soit informée, sans que les militants en général en soient informés, sans avoir pu apprendre jusqu'aujourd'hui les raisons de mon exclusion. Comme on m'a rendu impossible de défendre mes opinions politiques dans le cadre du parti, c'est par cette voie, camarades, que je m'adresse à vous.

Il est exact que je fus pour opportuniste la ligne politique du parti. Voici pour quelles raisons : Les résultats électoraux sont une des nombreuses occasions d'embrayer la ligne du parti. Le nombre des voix n'est pas le facteur décisif, mais il a sa signification. Cette nouvelle défaite est propre à ouvrir les yeux de bien des camarades.

Pour nous, communistes de gauche, il n'y a là rien d'étonnant. La grève manquée des ouvriers du textile, la grève des ouvriers agricoles en Slovaquie, l'action pour le ler août, la journée des Jeunesses internationales étaient autant de signes précurseurs de la défaite actuelle. Quelles en sont les raisons ? D'où vient cet insuccès, que beaucoup d'ouvriers imputent au communisme ? (Et c'est là justement le plus grand danger). La défaite électorale est la conséquence directe de la politique de la direction du P.C. tchèque. Les circonstances objectives parlent nettement en faveur de la croissance du communisme. La pression extrême de la rationalisation capitaliste, la réaction croissante dans l'appareil gouvernemental prouve que la bourgeoisie est en train de perdre la confiance des masses. Or les communistes enregistrèrent une défaite et les socialistes une victoire.

Il est indiscutable que les traditions de la social-démocratie ont de profondes racines dans le P.C. tchèque. La direction n'explique pas la croissance de la social-démocratie et l'affaiblissement du communisme dans tous les pays. Quelle politique et quelle éducation ont dû être celles qui faisaient des ouvriers « des voleurs, des truives, des faibles et des dégoûtés », comme l'écrivit le Rudé Pravo, organe central du parti tchèque.

Mais il serait injuste d'attribuer l'entière responsabilité de la défaite à la direction Gottwald-Fried. La direction actuelle suit une politique erronée, mais cette politique elle-même porte encore les marques de fautes de la direction Illek. Et la cause première de toutes les défaites catastrophiques c'est le cours opportuniste qui s'est depuis 6 ans dans l'U. C.

La grève des ouvriers agricoles en Slovaquie était le premier acte de la nouvelle direction. Dans la presse internationale cette grève a été considérée comme une grève politique, mais en fait la lutte n'avait pas du tout une tonalité politique, bien qu'il y eût alors d'autres grèves en cours (Vratinov, grève dans les scieries slovaques, etc.). Le prolétariat des capitales de la Slovaquie et de la Bohême ne fut pas mobilisé et — bien qu'il s'agissait de la grève des ouvriers agricoles slovaques — on n'a pas abordé du tout la question des nationalités.

Au lieu d'expliquer les faits aux fonctionnaires du parti, la direction vante elle-même ses mérites et excite les militants qui se permettent de la critiquer ou qui s'orientent vers la gauche. Et avec cela l'auto-critique ne doit pas servir la direction, mais les militants.

La direction mène une politique fractionnelle, elle s'ordonne l'intérêt du parti à l'intérêt fractionnel. Elle cultive la politique opportuniste par des phrases et des promesses, les éléments qui adrent la tâche sont vite réduits au silence, comme c'était le cas sous la direction Illek. Elle ne fait pas de distinction entre la droite et la gauche et agit de la même façon avec les camarades de gauche et des liquidateurs. Ce sont les éléments appointés de la bureaucratie qui ont la parole.

Pour les communistes de gauche ces faits n'ont rien de surprenant. Ils ont précédé et développeront il y a plusieurs années, et ne cessent de lutter contre la politique erronée et vacillante de l'U. C. et contre toutes les directions du P.C. tchèque sous exception de la direction actuelle.

Il n'est possible d'affronter la crise qu'à l'échelle internationale et en faisant appel à l'opposition de gauche qui doit être réintroduite dans le parti. Il faut rappeler le camarade Trotsky, exiger sa réintégration dans le parti et dans l'U. C. Des congrès nationaux et internationaux, où l'opposition de gauche sera représentée, devront mettre à la tête du parti une direction leniniste.

Groupes espagnols de Belgique et du Luxembourg

Dans le n° 2 du Libérateur, est publiée une liste de souscription pour le Courant et le Libérateur dans laquelle le Groupe espagnol (versé par Lacroix) a été inscrit pour 82 francs.

En lisant cela, on peut croire que le groupe espagnol (il s'agit du groupe espagnol de l'opposition dans le Luxembourg), qui a donné son adhésion à l'orientation suivie par la Vérité depuis sa fondation, soutient en même temps le Courant et le Libérateur. Rien n'est plus inexact.

La liste de souscription dote du mois de juillet de cette année, quand je me trouvais encore dans le Luxembourg.

Dès l'origine de la discussion sur le conflit sino-russe, et la demande du camarade René Dionnet, notre groupe, par un article de moi envoyé à Contre le Courant, donnait son opinion sur le conflit et la discussion, opinion contraire au point de vue soutenu par les camarades de Contre le Courant.

Avec mon article fut remise la liste de souscriptions mentionnée, que j'avais moi-même fait circuler au mois de juillet et que je n'avais pas pu envoyer plus tôt par raisons de force majeure. Mon article ne fut pas publié, mais on publia la liste de souscriptions avec la plus absurde inopportunité. Nous avons demandé à Dionnet pourquoi mon article n'a pas été publié (le groupe l'a demandé) et nous n'avons pas reçu de réponse. Pourquoi, camarades Dionnet et de Contre le Courant, demandez-vous l'opinion des camarades et — mettez-vous à leur disposition les colonnes de la revue —, suivant votre propre expression, et ne publiez-vous pas ensuite, cette même opinion que vous avez sollicitée ? Parce qu'elle n'est pas favorable à votre fausse orientation ? Pourquoi ne vous bornez-vous pas à demander l'opinion des camarades qui adoptent vos points de vue ? Pourquoi publiez-vous maintenant, et dans quelle intention, une liste de souscriptions qui vous fut remise il y a plusieurs mois ? Votre explication ne serait pas superflue.

Henri LACROIX.

AMÉRIQUE

Nos camarades américains recueillent les fruits de leur activité. Au cours de l'été dernier, malgré les difficultés énumées que leur créait l'étendue du pays, ils ont réussi à tenir une conférence nationale. Ils y consolidèrent leur organisation en mettant debout la ligue communiste d'Amérique. Aujourd'hui ils transfèrent leur organe jusque-là bimensuel en hebdomadaire. Et leur capacité de lutte et d'intervention dans le mouvement ouvrier va en être sensiblement accrue.

Le numéro qui vient de nous parvenir contient, entre autres, un intéressant article sur le sens de l'intervention américaine dans le conflit sino-russe.

Nous voudrions le reproduire intégralement ; le manque de place nous contraint d'en donner seulement ces quelques lignes :

L'intervention de Stimson, maintenant — juste au moment où le conflit est sur le point de règlement sur la base des conditions soviétiques — ne repose en aucune façon sur un désir quelconque de « paix ». Si les imprévisionnistes américains prenaient souci des horreurs de la guerre et des beautés du pacifisme ils commencent par retirer leurs troupes du Nicaragua, des Philippines et des autres colonies ou semi-colonies de Wall Street.

Ce qui préoccupe Stimson, c'est la crainte de voir crever la force et le prestige de l'U.R.S.S. si le conflit se règle en accord avec Moukden (et tel était le consentement de Nankin) pour remettre le chemin de fer sous le contrôle communiste... Il voudrait dégrader la tension entre Chinois et Russes, provoquer des conflits permanents à la frontière de Mandchourie de façon qu'au moment propice le gouvernement américain puisse plonger son offre « généreuse » d'« internationaliser » le chemin de fer, c'est-à-dire le mettre sous son influence.

Le C. C. N. Unitaire

Le comité national de la C.G.T.U. s'est réuni à Paris, les 14 et 15 novembre. A son ordre du jour, figuraient les questions suivantes : plate-forme revendicative et questions d'organisation, les assurances sociales et l'augmentation de la cotisation.

Les dirigeants confédéraux avaient reconnu que le dernier congrès unitaire n'était insuffisamment préoccupé des tâches pratiques. Le C.C.N. devait donc y parer.

Mais en réalité, sauf en ce qui concerne l'augmentation de la cotisation, solution toute provisoire, aucune tâche n'a reçu de solution concrète. Ce seront les mêmes phrases sur la « radicalisation des masses » que Claveri reprendra. Il prendra prétexte de grèves d'importance moyenne, Guise, Champaigne, pour nous prouver que la « ligne de la C.G.T.U. sur le nouvel essor révolutionnaire des masses est foncièrement juste... »

Claveri a bien voulu nous indiquer qu'il « fallait étudier sérieusement les moyens de lutte contre le capitalisme » mais que pour ce faire, il faudra « passer sur le corps du réformisme ». Le renforcement de la C.G.T. Lafayette, montre bien la valeur de ces affirmations fanfaronnes.

Borel rapportera sur le programme revendicatif. Il estime urgent de lutter non seulement pour l'application intégrale de la Journée de 8 heures, sans récupération, ni dérogation, mais aussi il faut demander « la semaine de 44 heures, la journée de 7 heures ». Comme on le voit, les mots d'ordre de la C.G.T.U. sont toujours inspirés de cet esprit démagogique, dont il est aisé de constater les résultats désastreux. C'est au moment où, dans de nombreuses usines, on fait 9 et 10 heures, qu'il faut maintenant lancer le mot d'ordre des 7 heures. Le respect des 8 heures ne serait pas si mal. Mais les majoritaires voient grand ! Les résultats, eux, ne sont pas très grands, malheureusement.

On a redécouvert à ce C.C.N. les « Inorganisés ». Le moyen le plus sûr, parait-il actuellement, de les conquérir, c'est « d'organiser les ouvriers sur le lieu même du travail ». On a entendu cette phrase, des milliers de fois, mais en attendant on reste exactement sur les mêmes positions. A moins de prendre au sérieux ces nouveaux comités de lutte, devant grouper les exploités des usines, moyen sur lequel, au fond, ne s'illusionnent guère les dirigeants confédéraux. Les comités de lutte, rejoindront dans le néant, les comités d'unité prolétarienne, les comités antifaçistes, etc., etc.

L'augmentation de la cotisation a été votée à la presque unanimité — 0 fr. 20 de plus pour les adultes, 0 fr. 10 de plus pour les jeunes. Cela ne solutionne pas l'irritant et permanent problème financier. C'est la baisse des effectifs qui est en cause.

Sur les assurances sociales, Simonin, lumière confédérale intérimaire, a défini la nouvelle position des majoritaires. Partout où cela sera possible, il faudra constituer des caisses d'assurés spontanés dirigés par les unitaires. En fait, comme rien n'a été fait ou si peu, Simonin indique qu'il faudra, si on ne peut grouper la majorité des ouvriers, adhérer aux caisses patronales et réformistes. Il faudra de même intensifier la lutte contre le versement ouvrier obligatoire. Il faut souligner, ici, dans la question des assurances, les majoritaires ont nagé, lamentablement, maintenant on prend des décisions hâtives qui contredisent celles de la veille. Toutes les décisions du C.C.N. ont été prises à la presque unanimité. Seules, les fédérations des ports et docks, de l'alimentation, du spectacle, qui ont voté contre et la fédération du verre qui s'est abstenue, ont été dans la minorité. Mais le C.C.N. composé uniquement des fonctionnaires d'unions régionales et des fédérations ne saurait donner une idée, même approximative, des forces dont disposent les minoritaires, dans la C.G.T.U.

Au total, rien de changé. Les questions sol-disant résolues au C.C.N., restent à résoudre — G.

LA VÉRITÉ
 Hebdomadaire
 de l'Opposition communiste
 45, Boulevard de la Villette, Paris X
 Abonnement : 6 mois 13 fr.
 1 an 25 fr.
 Chèque postal : P. Frank 136.855
 Paris.
 Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
 Tout ce qui concerne la rédaction,
 à A. Roemer.

Discussion sur la question syndicale : Conclusion

Pour une C. G. T. U. puissante !

Notre groupe a décidé de clore la discussion amorcée dans la *Vérité* du 25 octobre, clôture partiellement provisoire puisqu'il s'agit d'une question de pleine actualité. Il a pensé que la meilleure conclusion serait celle qui donnerait une réponse pratique aux questions soulevées par la crise actuelle et tracerait un plan d'action aux communistes de l'opposition. Il a paru en effet inutile de revenir sur l'aspect théorique du problème, étant donné qu'aux thèses de Trotsky (N° du 1er novembre) Charbil seules se opposent des arguments fondamentaux, arguments dont il était facile de montrer la fragilité. En ce qui concerne l'appréciation de la minorité, nous pensons qu'il convient de tenir compte des conditions de sa formation et qu'avant tout il faut insister sur les responsabilités de la direction confédérale. Nous avons dénoncé dès le premier jour l'insuffisance et le danger de la plate-forme adoptée par la minorité. A mesure que la lutte se développera, celle-ci sera appelée à préciser sa position; et, par suite, nous la nôtre à son égard. Si elle s'orientait sur la solidarité avec les ennemis du communisme, notre cri de réprobation serait sans merci. Mais le bloc minoritaire est très divers; il est né d'une réaction spontanée contre des méthodes insupportables qui n'aboutissent qu'à vider les syndicats de leurs membres et on peut comprendre que des secrétaires d'organisation qui savent la difficulté qu'il y a en France à constituer des syndicats nombreux et forts aient réagi avec violence. Ils risquent de se laisser entraîner trop loin... Mais il y a, parmi les minoritaires, des éléments éprouvés qui ont tenu jadis la lutte contre Jouhaux, puis contre les anarchistes et les syndicalistes purs. Les uns ont été exilés, du parti communiste, d'autres l'ont quitté quand l'atmosphère y devenait irrespirable. Cautela n'ont jamais jusqu'à se dresser contre le communisme et nous sommes convaincus que leur lutte contre la néfaste direction actuelle de la C.G.T.U. se confondra de plus en plus avec la nôtre.

La crise et ses causes

La crise qui a surgi soudainement dans la C.G.T.U. et s'est révélée dans toute sa gravité au cours des débats du congrès confédéral de septembre est l'aboutissant de la politique incohérente et erronée imposée par la direction. Le congrès précédent tenu à Bordeaux avait tracé comme tâche principale la constitution de syndicats de masse en doublant les effectifs unitaires. A Paris, les délégués se sont trouvés devant une C.G.T.U. amoindrie; l'effectif est réduit de plus de 100.000 membres. La faillite est complète.

Les fautes répétées de la direction confédérale avaient créé un malaise que la journée du 1er août a porté à son point culminant. Jamais l'incohérence des dirigeants n'était montrée aussi dangereuse. L'incohérence et l'incompréhension de la situation existant en France. La soi-disant préparation de cette « journée rouge » consista à abandonner successivement des mois d'ordre absurdes devant lesquels la masse des syndiqués regimbait. Parti de la « lutte armée contre la police », des leçons de la « stratégie militaire », on aboutit finalement à « la grève où c'était possible ». Des secrétaires d'organisations syndicales refusèrent nettement de suivre la direction confédérale dans ses volte-faces et contradictions, non parce qu'ils sont des contre-révolutionnaires, mais parce qu'ils ont conscience de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs syndiqués et de la classe ouvrière tout entière. Profitant du désarroi ainsi créé, la bourgeoisie poussa ses agents du gouvernement à la répression sans merci.

Qui était responsable de la situation ainsi créée? La direction de la C.G.T.U., sans aucun doute. Et tout en s'élevant contre la répression gouvernementale, les ouvriers n'auraient pas manqué de lui demander des comptes.

Pour se soustraire à ses responsabilités et échapper aux conséquences certaines de ses fautes accumulées, celle-ci décida d'entreprendre une vigoureuse offensive contre tous ceux qui s'élevaient dressés contre elle. Les responsables de l'échec, c'étaient eux. L'humanité, en des articles grossièrement mensongers, les dénonça comme des contre-révolutionnaires.

Un congrès ainsi préparé ne devait être qu'une longue controverse brutale et passionnée entre majoritaires et minoritaires, les premiers formant bloc,

les autres divisés en plusieurs groupes exprimant des conceptions variées et parfois fort opposées. Leur diversité même montrait qu'il s'agissait là avant tout d'une réaction spontanée provoquée par une politique désastreuse.

Les polémiques se poursuivirent après le congrès avec une ardeur accrue; et le caractère qu'elles revêtirent ne tarda pas à faire apparaître clairement le danger de scission qui menaçait maintenant les syndicats unitaires, danger déjà visible lors du congrès.

Bref historique de la C.G.T.U.

La C.G.T.U. a une existence relativement courte. Son congrès constitutif eut lieu à St-Etienne en juin 1924. Les hasards du congrès unitaire qui précéda la scission avaient donné la majorité dans la commission administrative aux anarchistes et aux syndicalistes purs et le secrétariat leur, était entièrement acquis. Les communistes unis à une portion des syndicalistes révolutionnaires représentés par Monmousseau et Sémard luttèrent vigoureusement contre cette direction et en triomphèrent nettement au congrès de St-Etienne. Le congrès de Bourges tenu l'année suivante consolida leur position. Un certain nombre d'organisations dirigées par des anarchistes ou par des syndicalistes purs quittèrent la C.G.T.U. pour fonder des organisations autonomes puis, plus tard, une C.G.T.U. syndicaliste révolutionnaire.

La C.G.T.U. est alors en plein essor. Elle peut commettre des fautes secondaires mais sa politique et sa tactique sont justes. Elle interprète exactement les besoins et les aspirations de la classe ouvrière; elle groupe plus de 500.000 syndiqués tandis que la C.G.T. de Jouhaux inféodée au P.C.T. et par lui à la bourgeoisie maintient péniblement un effectif d'environ 200.000 membres. Le contact avec le parti communiste est établi au moyen de comités d'action formés chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le déclin commença avec la crise qui va déclencher le Parti communiste russe et l'Internationale communiste. A une politique juste et sérieusement élaborée va succéder le verbalisme soi-disant révolutionnaire avec sa conséquence inéluctable: le bluff. Progressivement la C.G.T.U. va perdre sa physionomie propre d'organisation syndicale pour n'être plus qu'un reflet du Parti communiste et de ses zigzags incohérents. Quand, dans l'I.C., la tendance Tomsky domine, on prépare la liquidation de la C.G.T.U.; quand c'est la tendance Lozovsky, on affirme que jamais il n'a été question de dissoudre la C.G.T.U. Ce jeu est peu fait pour aider la C.G.T.U. à se développer. Le bluff, avec ses dangers, va se manifester à l'occasion de la guerre du Maroc. Contre cette reprise du brigandage colonial faite par un ministère de bloc des gauches, il aurait été possible de dresser l'immense majorité des ouvriers français; A la condition de préparer sérieusement les actions nécessaires. Mais au lieu de cette préparation sérieuse on ne vit qu'une agitation sans profondeur. Avec le parti, la C.G.T.U. organisa des « congrès ouvriers » où les délégués étaient censés représenter l'ensemble des ouvriers de leurs entreprises. Il fut ainsi facile d'annoncer des mobilisations ouvrières gigantesques. Mais comme on ne vit rien derrière ce tapage, le bluff s'effondra misérablement.

Dès lors, la situation ne va cesser de s'aggraver car on aura de plus en plus recours au verbalisme, aux mots d'ordre les plus absurdes, pour résoudre les difficultés réelles de la bataille ouvrière. On s'imaginera désormais avoir agi utilement quand on aura seulement parlé ou écrit. Tout cela sur un fond permanent d'incohérence.

C'est ainsi qu'un jour la direction confédérale décida d'introduire la dictature du prolétariat dans les statuts confédéraux et qu'au congrès de Bordeaux, elle décida de l'en effacer.

Comment naquit la direction unique

Des frictions surgissant de temps à autre entre la direction du parti et celle de la C.G.T.U., on pensa qu'un excellent moyen d'y mettre fin c'est d'établir la direction unique: les mêmes hommes dirigeront le P.C. et la C.G.T.U. C'est le triomphe du mécanisme sous sa forme la plus absurde et la plus élémentaire.

Par un procédé de ce genre on peut bien en effet supprimer les heurts qui se produisent dans les sommets dirigeants mais on ne supprime pas les

conflits réels qu'ils expriment, lesquels provoquent finalement des explosions — ainsi que la direction de la C.G.T.U. vient d'en avoir la surprise désagréable. On avait enfin au Congrès de Paris avec la volonté de faire précéder par les syndicats unitaires que le parti communiste est « la seule avant-garde prolétarienne dirigeante du mouvement ouvrier ».

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici le point de départ de la C.G.T.U. dans la question des rapports entre le parti communiste et les syndicats. Des anarchistes et les syndicalistes purs de la première direction prétendaient interdire absolument au parti d'« occuper » des questions syndicales; et la création par le P.C. d'une commission syndicale au programme très limité fut dénoncée comme une manœuvre intolérable et inadmissible du parti sur les syndicats.

C'était pure sottise. Mais, en sens contraire, la direction confédérale actuelle a abouti à une sottise de nature différente, mais de même dimension. Or, il y a mieux à faire que d'aller d'une sottise à une autre.

Dans les pays où existent plusieurs C.G.T., chacune d'elles prend forcément une couleur politique. C'est le cas maintenant en France, où la C.G.T. de Jouhaux apparaît inévitablement et est socialiste par sa physionomie générale. De la même façon, la C.G.T.U. est communiste. On sait, bien qu'on en parle rarement, qu'il existe aussi une C.G.T. syndicaliste révolutionnaire. Il y a enfin les syndicats chrétiens, non sans influence dans certaines régions. Par suite, une première sélection s'opère parmi les ouvriers par le choix qu'ils font en entrant au syndicat. C'est dans la C.G.T.U. qu'on trouvera les communistes et les sympathisants actifs, bien que non membres du parti. Mais on y trouvera une 3e catégorie, la plus nombreuse; qui comprend des adversaires du communisme; et surtout les ouvriers qui viennent aux syndicats unitaires parce que l'expérience leur a montré que c'étaient les syndicats unitaires qui défendaient le mieux leurs intérêts alors que les syndicats Laffayette font souvent bloc contre eux avec les patrons.

Dès lors, par quelle aberration exiger de l'ensemble des syndiqués unitaires qu'ils reconnaissent le parti communiste « comme seule avant-garde dirigeante »? Qu'y peut-on gagner? Qu'est-ce que le P.C. et la C.G.T.U. y peuvent gagner? Surtout s'ils veulent, comme ils l'affirment, constituer des syndicats de masse, non des sectes.

Que le Parti formule toutes les exigences qu'il veut pour l'admission dans son sein, c'est son affaire. Mais un syndicat unitaire doit rester largement ouvert aux ouvriers qui, par le choix qu'ils font, se montrent partisans de l'action directe contre le patronat.

Nous nous trouvons ici devant une nouvelle manifestation de ce mécanisme funeste selon lequel tout se passe en décrets d'en haut; en formules inscrites dans des statuts.

Parti et syndicats

La question des justes rapports à établir entre le parti communiste et les syndicats révolutionnaires ne peut être résolue que par une connaissance sérieuse du mouvement ouvrier et l'étude approfondie de ses développements.

En période révolutionnaire, le rassemblement des forces se fait avec une grande facilité; il y a un élan qui pousse les ouvriers dans une même direction. C'est ainsi qu'on a pu voir en 1918, en 1919, en 1920, des organisations syndicalistes révolutionnaires comme l'Union syndicale italienne, la Confédération nationale du Travail d'Espagne, un certain nombre de syndicats français voter l'adhésion à l'Internationale communiste composée presque exclusivement de partis politiques.

Mais dans une période de reflux, il en va tout autrement, les ouvriers, en assez grand nombre, sont troublés, plus ou moins désillusionnés, même ceux qui sympathisent avec la révolution et veulent la défendre. La juste tactique syndicale consiste alors à éduquer les syndiqués, à les aider à acquérir une claire conscience de classe, à les conduire, par la voie de la lutte pour les revendications immédiates et par les enseignements qu'elle comporte, à la bataille générale contre l'Etat bourgeois, allié permanent et instrument des patrons.

C'est dans de telles périodes surtout que la politique qui transforme les syndicats en seconde édition à peine augmentée du parti ou fait d'eux son

appendice, n'est que sottise et crime » ainsi qu'il est dit dans la déclaration parue dans notre 1er numéro. Il faut tendre au contraire à rassembler le plus grand nombre possible d'ouvriers dans les syndicats, et qu'il est impossible d'obtenir si on exige de chaque syndiqué une profession de foi communiste.

Les rapports entre le P.C. et les syndicats se résumeront donc d'après les circonstances et en tenant compte des situations particulières. C'est un problème pratique qui exige de la clarté et une appréciation exacte de la situation. En France notamment les comités d'action auxquels participaient des représentants du parti et deux représentants de la C.G.T.U. constitués chaque fois qu'il est nécessaire nous paraissent être la meilleure forme de liaison entre les deux organisations et le moyen le plus efficace d'assurer la défense des intérêts de la classe ouvrière dans le moment présent.

Le bloc minoritaire et l'autonomie syndicale

Les diverses minorités qui se sont constituées dans la C.G.T.U. ont cru que la formule de l'autonomie syndicale était celle qui leur permettrait le plus facilement de se grouper en un seul bloc. Qu'elle soit d'abord insuffisante, beaucoup de minoritaires le reconnaissent. Cette insuffisance est déjà un danger car les minoritaires doivent lutter contre une direction qui sait bien ce qu'elle veut. Nous sommes persuadés qu'elle est en outre dangereuse parce que c'est derrière elle que se sont constamment levés ceux qui, dans le mouvement syndical et souvent en liaison avec lespires politiques du parti, combattaient avec acharnement non seulement le parti communiste mais le communisme.

La formation des diverses minorités est la conséquence directe de la mauvaise politique de la direction de la C.G.T.U. Il semble dès lors qu'il suffirait d'engager la lutte contre cette mauvaise direction et de s'efforcer de lui en substituer une autre plus conforme à la volonté certaine de la majorité des syndiqués unitaires, en rappelant aux dirigeants actuels qu'ils ont eux aussi autrefois combattu une direction qu'ils jugeaient funeste aux intérêts mêmes de la C.G.T.U.

La plate-forme de l'autonomie syndicale permet un groupement plus nombreux mais affaibli par sa diversité. Aux deux pôles de la minorité on trouve les anticommunistes avérés et les militants qui ont quitté le parti qu'ils regrettent et continuent de passer qu'un parti communiste est nécessaire. Entre eux se manifeste toute une gamme d'opinions. Quel travail positif commun sera possible ? Ce qu'il faut craindre c'est que les anticommunistes l'emportent et que par là, la minorité donne après coup une justification à la conduite de la direction confédérale à son égard.

Il existe d'ailleurs des organisations qui, combattant la direction confédérale, refusent d'adopter la position prise par les minoritaires. C'est le cas de la direction fédérale des syndicats de l'Enseignement.

Personne ne peut plus nier maintenant la menace de scission qui rôde autour des syndicats unitaires. Cette scission serait un désastre pour la C.G.T.U. et aussi pour le mouvement ouvrier. Elle aboutirait fatalement à la longue, au renforcement de la C.G.T. Lafayette. Mais c'est ici que la nécessité pour les minoritaires d'avoir une politique précise est impérieuse.

Entre la C.G.T.U. et la C.G.T. Lafayette il n'y a pas de place pour une autre C.G.T. sérieuse. On pourrait faire quelque chose comme la C.G.T.S.R., c'est-à-dire quelque chose qui ne compte qu'à peine dans le mouvement ouvrier. Et il faudrait renoncer à tout espoir de ramener la C.G.T.U. dans la bonne voie.

La direction confédérale tente, par sa violente offensive contre la minorité, de masquer ses fautes et de se soustraire à ses responsabilités. Il ne faut pas lui faciliter la dérobade ni lui permettre le choix du terrain sur lequel elle veut maintenant livrer la bataille, surtout ne pas lui laisser dire que lutter contre elle c'est lutter contre la C.G.T.U. C'est elle seule qui est responsable de la situation présente, des effectifs diminués, de l'influence déclinante, du renforcement de la C.G.T. Lafayette. C'est elle qui serait responsable de la scission au même titre que Jouhaux est responsable de la scission de 1922, quelles que soient les fautes qu'aient pu commettre les minoritaires d'alors.

Pour la C.G.T.U.

Contre une mauvaise direction

Dans ce but, il faut la combattre comme Monmousseau et Sémar combattirent la première direction de la C.G.T.U. : en dénonçant la politique erronée doublée de l'insuffisance des hommes qui l'appliquent. En suivant pas à pas le développement de cette politique depuis 1925 il sera facile de montrer que les fautes répétées de la direction confédérale ont une même cause : l'incapacité radicale d'analyser correctement la situation, de voir où l'on est et de prévoir où l'on va. Et comme conséquence, des mots d'ordre changeant sans cesse et se contredisant, des créations flétries de toutes sortes de comités, une agitation désordonnée qui ne laisse derrière elle aucune trace profonde. Un régime intérieur singulier révélé par des dettes énormes contractées par plusieurs fédérations à l'égard de la C.G.T.U. Une composition défectueuse qui permet de faire décider d'enthousiasme une grève générale par ceux qui ne la font jamais. La question actuelle des assurances sociales permet d'en saisir sur le vif tous les effets. Précisément parce qu'elles sont pour la classe ouvrière une duperie, une campagne systématique était nécessaire. Or lorsque tous : patrons, confédérés, gouvernants, redoublent d'activité, la C.G.T.U. elle, est passive. C'est seulement maintenant, deux mois avant l'entrée en application de la loi qu'on organise et à la quelques réunions où personne ne vient et qu'on élabore une tactique que personne n'appliquera.

Il est enfin une question qu'il faut poser aux dirigeants confédéraux : comment est-il possible que dans une période que vous caractérisiez comme une période de « radicalisation des masses » et d'« essor révolutionnaire », les effectifs des syndicats unitaires ne cessent de décliner tandis qu'augmentent ceux des syndicats réformistes ?

S'il est absurde et dangereux d'annoncer chaque matin la guerre, ou le fascisme, ou la révolution, il n'en reste pas moins certain qu'il faut s'attendre à voir surgir brusquement de graves crises. L'Europe du traité de Versailles et de ses annexes n'est pas viable et la bourgeoisie ne peut que bavarder sur les Etats-Unis d'Europe mais non les réaliser. D'autre part, quand une vraie crise économique éclatera en Amérique, bien des choses danseront en Europe ; la crise boursière qui vient d'agiter Wall Street n'est, dans ce domaine, qu'un faible avertissement. Si, lors d'une de ces grandes secousses, la bourgeoisie ne trouve devant elle que des organisations ouvrières affaiblies, elle les maltrahera sans peine et aggravera à son gré l'exploitation des ouvriers. Pour résister et pour vaincre, la classe ouvrière a besoin d'une C.G.T.U. nombreuse, tout entière tendue dans la lutte contre le patronat. Sur ce but, sur l'édification d'une C.G.T.U. puissante, les communistes de l'opposition concentreront leurs efforts.

LA VERITE.

La vie du journal

Dans nos deux derniers numéros nous avons dit et répété à nos amis qu'un effort sérieux était nécessaire pour assurer la vie et le développement de la *Vérité*, qu'il fallait, pour la fin de l'année, doubler à la fois notre vente à Paris et le nombre de nos abonnés.

Nous commençons à sentir les effets de notre appel : des abonnements arrivent, notre vente à Paris a déjà sérieusement augmenté, nous recevons de bonnes listes d'abonnés possibles.

Mais c'est encore bien insuffisant et nous sommes encore loin de compte. De plus, si notre vente à Paris et dans la région a augmenté, cela est dû surtout à ce que des camarades vendent maintenant chaque matin le journal aux portes de Paris et le soir aux abords des meetings. Ce que nous attendons, ce qui est nécessaire, c'est l'effort personnel de chaque lecteur parisien de la *Vérité*, de chaque abonné provincial. D'abord, nos « vendeurs » ont besoin de renfort car l'emploi est assez fatigant et il y a même des coups à recevoir : c'est tout ce que nous pouvons promettre. Il y a toutefois des compensations, par exemple ce meeting de la Grange-aux-Belles où on pouvait voir une bonne moitié des auditeurs — malheureusement trop peu nombreux — lirent avec intérêt la *Vérité* en attendant les orateurs qui ne se pressaient pas d'aborder la tribune, espérant toujours que la foule allait venir...

Des amis de la première heure ont donné tout leur effort dès le début, l'un souscrivant trois abonnements de cent francs, un autre quatre abonnements ordinaires. A ceux-là nous ne pouvons rien demander maintenant. D'autres nous écrivent qu'ils ont fait le plein dans leur coin.

Mais il y a une chose qu'on peut toujours faire : c'est nous envoyer des listes d'abonnés possibles auxquels nous expédierons quelques numéros du journal. Et si on imite cet abonné breton qui, en même temps qu'une liste de possibles nous a envoyé 15 francs, c'est très bien parce qu'ainsi nos dépenses se trouvent couvertes.

La *Vérité* est encore ignorée, même à Paris, d'hommes actifs dans le mouvement ouvrier. Nous en avons eu ces jours-ci un exemple frappant. On peut par suite imaginer ce qu'il en est avec la province où, faute de ressources, nous ne pouvons organiser la vente comme il faudrait. Tous nos amis peuvent et doivent s'employer à nous faire connaître. D'une manière ou de l'autre ils doivent répondre à notre appel. Durant le peu de jours qu'il reste pour atteindre la fin de l'année chacun d'eux doit être un propagandiste au service de la *Vérité*.

Il y a encore trop de passivité dans l'opposition. La tâche qu'il lui faut accomplir est malaisée ; les coups — ceux-ci au figuré — pleuvent de tous les côtés. Aussi est-il indispensable que chaque opposant se persuade qu'il doit être un élément actif dans la lutte engagée. Déjà la direction du parti est obligée de s'occuper un peu de nous ; elle le fait à sa manière habituelle, en déformant et en mentant systématiquement. Mais ce que nous avons pu faire n'est rien encore et quand nous aurons réussi à nous faire entendre, à toucher les éléments sains du parti et à rassembler ceux qui en ont été exclus ou l'ont quitté, découragés, il ne sera pas si facile de se débarrasser de nous, on ne pourra plus s'en tirer par une pirouette ni par de grossières déformations.

Nous sommes maintenant tout à fait serrés dans nos huit pages, ainsi que le prouve la composition même de ce numéro, et nous le serons chaque semaine davantage puisque nous avons désormais la possibilité de suivre près l'activité du parti.

Il nous faut laisser sur le marbre trois articles, dont l'un très actuel, commémorant le putsch stalinien de Canton par un rappel des principaux faits — et méfaits — qui ont marqué la politique de l'Internationale pour arriver à la situation présente ; notre « mois économique » sera retardé d'une semaine, ainsi qu'un article sur la main-d'œuvre étrangère, question de première importance pour les ouvriers étrangers comme pour le prolétariat français.

Nous avons déjà dit que nous ne demandons qu'à grandir, pages plus grandes ou plus nombreuses permettant de faire le travail de la semaine. Mais nous avons dit aussi que cela n'était possible que si nous recevions de ceux qui croient la *Vérité* utile l'aide nécessaire. Il nous faut donc finir comme nous, avons commencé : en insistant sur l'effort que nous attendons de nos amis.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-XI (Métro: 73-2)

STEFAN ZWEIG

LA CONFUSION DES SENTIMENTS

Traduit de l'Allemand par A. HELLA et O. BOURNAC

« J'avoue mes préférences pour ce livre de STEFAN ZWEIG. C'est, à mon sens, le plus puissant qu'il ait écrit... le plus tragique, le plus humain. »
ROMAIN ROLLAND

1 vol. : **12 fr.**

Sur Alfa..... **20 fr.** Sur pur fil..... **35 fr.**

LIBRAIRIE STOCK
DELAMAIN ET BOUTELLEAU - PARIS